

Début de la résistance ouvrière

(Suite de la première page)

pas empêché le renforcement de la résistance du vaillant peuple algérien.

Les initiatives dérisoires — Paix des « braves », grâce des condamnés à mort dont par ailleurs on allonge la liste (voir procès des 6), le changement de résidence de Ben Bella, l'opération à grand spectacle télévisé Messali Hadj, n'ont rien changé au comportement des combattants de l'A.L.N.

Rien n'a entamé la Résistance algérienne, dont les spécialistes de « l'Action psychologique » escomptaient la lassitude et la démoralisation. Pas plus l'offensive de Massu en Grande Kabylie pour tenter de réduire Amirouche, que leurs sempiternels quadrilages de régions continuellement « pourries ».

Bien au contraire, on apprend même que les zones interdites commencent à près de 50 kms d'Alger, et que les fameux barrages électrifiés aux frontières algéro-tunisienne et algéro-marocaine, se transforment en vulgaires passoires.

La consternation règne au moment où il s'agit de renouveler un matériel militaire usagé, de remplacer les effectifs en voie de diminution par le simple fait de l'appel des classes creuses, voire d'augmenter et les effectifs et la durée du service militaire pour répondre aux besoins de l'aggravation de cette guerre. **L'impérialisme français est dans une impasse totale.** La continuation du conflit ouvre non seulement la voie à l'internationalisation du conflit, mais à un nouveau déferlement ultérieur de la révolution coloniale. De la Chine à la Guinée le temps travaille pour la révolution algérienne. L'histoire s'accélère au niveau de l'Afrique Noire en ébullition.

REGAIN OUVRIER

La conscience de ces échecs de De Gaulle explique en partie l'amorce d'une réanimation ouvrière. Nous avons déjà noté que la quasi totalité des NON au référendum provenait des rangs ouvriers acquis globalement à l'idée du socialisme, donc moins sensibles aux aléas de la conjoncture politique. La part des voix ouvrières mécontentes qui se portèrent de 1945 à 1956 sur le P.C.F. et refluerent sur le OUI et l'U.N.R. fin 1958, provenait davantage des couches d'arrière-garde du mouvement ouvrier avec toutes sortes d'illusions parlementaires. Le nouveau phénomène de bascule de ces couches vers le P.C.F., si l'on s'en réfère aux indications de récentes élections partielles (Auxerre-ouest, Montereau, Vesoul) est un indice non négligeable. Le vote de cette clientèle ouvrière **non stabilisée** est surtout une expression de mécontentement à l'égard de leurs illusions perdues, vote pour le P.C.F. considéré par elle comme la force d'opposition la plus résolue aux effets du gaullisme. Leur apport ne fera de toute façon que rendre plus urgente la nécessité d'une politique, d'une perspective que cherchent déjà depuis longtemps les couches ouvrières d'avant-garde.

Sur le plan syndical, on remarque les mêmes symptômes au profit de la C.G.T. dans les élections professionnelles, et aussi un recrutement nouveau non négligeable parmi ces couches de travailleurs. On constate encore que le mécontentement diffus a ses prolongements jusque dans le Parti socialiste où l'opposition de Sa Majesté vient d'être combattue assez vigoureusement par un Le Bail qui nous avait davantage habitués à ses diatribes anti-communistes.

Sans exagérer tous ces phénomènes, il est réconfortant de voir

que de menues actions, débrayages ici et là, ont eu lieu dans la dernière période. Ce sera la gloire des ouvriers de Fives-Lille d'avoir commencé la première manifestation de résistance ouvrière au nouveau régime, ayant des répercussions à l'échelle de tout le pays.

LA LUTTE SERA DURE...

Mais il ne faut pas se leurrer. L'intervention rapide des C.R.S. pour évacuer les ouvriers occupant l'usine de Fives-Lille, la totale solidarité du gouvernement au service des patrons de cette entreprise font apparaître **combien le régime sera difficile à combattre.**

Il y aura d'autres réactions ouvrières. Le dos au mur, des travailleurs licenciés risquent de réagir de façon sauvage. Il n'y a qu'à imaginer, par exemple, la fermeture d'une entreprise, là où il n'y a aucune possibilité de reclassement comme l'on dit, ni d'embauche possible à vingt lieues à la ronde. C'est ce que sentent les ouvriers. A Fives-Lille, chacun constate le côté grave, tendu des ouvriers beaucoup plus que les débordements de la colère.

Comment faire face au rouleau-compresseur des mesures prises par le gaullisme? Quelles perspectives de succès, d'avenir avon-nous? Sur quoi notre lutte va-t-elle déboucher? Plus ou moins consciemment, ce sont des réponses à ces questions qu'aimeraient entendre les ouvriers.

Analysant la situation, le journal patronal « Les Echos » (20 janvier) posait assez correctement le problème, en ces termes : **« Les salariés ne sont pas prêts à se lancer dans une lutte contre le gouvernement parce qu'elle n'offre aucune issue. En effet, une telle lutte n'aurait de sens que si elle avait un caractère révolutionnaire susceptible de remplacer le pouvoir actuel par un autre. Mais cet « autre » pouvoir n'apparaît comme possible sous aucune forme. Les salariés ne veulent donc pas se lancer dans une aventure. Et tout se passe comme si — inconsciemment ou non — ils désiraient que malgré tout l'expérience De Gaulle réussisse « parce qu'on ne peut rien faire d'autre pour le moment ». Désillusion, amertume, opposition verbale, mais pas de véritable colère: telles sont les caractéristiques essentielles du climat actuel... »**

Inexorablement, la **question du pouvoir** reviendra comme toile de fond à toutes les luttes ouvrières présentes et à venir. C'est une réponse à cela que voudront les ouvriers. **Qu'est-ce que vous proposez?** déjà sensible lors du référendum, reviendra sur le tapis et les ouvriers attendent la réponse. Le P.C.F. n'est pas pressé de la leur donner; la direction Thorez satisfaite de sa politique passée, présente et à venir, ne compte que sur le temps et le mécontentement pour récupérer les brebis égarées... quand elles auront compris.

Dernièrement, un journaliste de « l'Humanité » interviewait Henri Fievez, conseiller général communiste du Nord, qui mène la lutte aux côtés des ouvriers de Cail à Denain et lui posait la question suivante :

« Quelles solutions préconises-tu aux gars de Denain? » La solution? Elle est simple et logique. C'est leur union dans une action résolue pour obtenir que les patrons prennent sur leurs profits pour satisfaire les revendications. Union et action sur le plan syndical, bien sûr, mais aussi, et c'est très important, sur le terrain politique. En 1936, les 3 flèches côtoyaient la faucille et le marteau sur les pancartes des manifestants de Denain. Socialistes et communistes luttaient en commun et la victoire a été fêtée, en dansant, par tous les travailleurs. »

Cela n'apparaît ni simple, ni logique. D'une part parce que les patrons **« ne prennent pas sur leurs profits »** et que d'autre part, la perspective reste bouchée aux travailleurs tant que les socialistes **« ne lutteront pas en commun »** avec les communistes. La politique qui consiste à faire **dépendre des initiatives des socialistes** la perspective du succès, voilà bien ce à quoi nous a habitués la direction Thorez, vautrée dans le plus opportuniste des attentismes.

Ce que les travailleurs attendent, c'est qu'on leur dise et redise sans relâche, que le nouveau régime ne sera mis à bas que par l'action révolutionnaire des masses dans la perspective de la conquête du pouvoir, d'un gouvernement à eux. C'est ce qu'ils attendent d'un communisme renouvelé, écartant la fraction Thorez discréditée.